

Guerre et post-conflit en Colombie : une réflexion sur la neutralité journalistique

Yeny Serrano, Université de Strasbourg

RÉSUMÉ

Cet article s'intéresse au rôle des journalistes en Colombie pendant la période du conflit armé et des négociations de paix entre le gouvernement et la guérilla des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie). En dépit des initiatives de certains professionnels de l'information pour ne pas attiser la confrontation armée et pour promouvoir la paix, la logique de communication de guerre prévaut sur les principes éthiques et les règles professionnelles des journalistes. L'information médiatique continue à fonctionner comme un instrument de la (dé)légitimation politique et remet ainsi en question la « neutralité » journalistique.

ABSTRACT

The purpose of this paper is to discuss the role played by journalists and national media in Colombia during the armed conflict and peace negotiations between the government and the FARC guerrillas. Despite the measures implemented by some journalists in order to avoid favoring one armed group over another and to promote peace, the strategic objectives of armed groups' war communications impose on the ethical principles and professional regulations to which journalists are supposed to adhere. Media information functions as an instrument of political (de)legitimation, thus calling into question the notion of "neutrality" as defined by journalists.

La signature d'un accord de paix, le 24 novembre 2016, entre le gouvernement colombien et la guérilla des FARC (la plus ancienne et importante du pays par le nombre de combattant-e-s) ainsi que le début des négociations avec la deuxième guérilla du pays – l'ELN (Ejército de Liberación Nacional) – ont conduit le pays d'une situation de guerre à une situation de post-conflit. Cette transition interroge les journalistes sur leur rôle. Comme le synthétise la directrice d'un projet journalistique et pédagogique pour le post-conflit : « *Le débat tourne autour de deux positions qui semblent inconciliables. D'un côté, celle qui estime que les médias ne sont pas des militants pour la paix étant donné que la négociation est une affaire politique à l'initiative du gouvernement en place [...] De l'autre côté, la position qui promeut un journalisme qui contribue à ce que la négociation culmine en un accord de paix [et considère que] la paix doit être un but national*¹ » (Castrillón, 2014, p. 16).

Ce débat s'est posé durant les décennies de confrontation armée lorsque certains professionnels de l'information s'interrogeaient sur la manière d'informer au sujet de la guerre sans attiser le conflit et sans faire l'apologie du terrorisme. Les réponses, tout comme celles au sujet de la construction de la paix, ne faisaient pas consensus. Certains journalistes défendaient la « neutralité », le journalisme ne devant rendre service à aucun acteur armé. D'autres journalistes estimaient que le seul parti pris légitime était celui en faveur des victimes civiles (Correa, 2008 ; Rincón et Ruíz, 2002). Au niveau des propriétaires de médias, une partie considérait que, puisque l'État combattait des groupes illégaux, il était légitime de défendre la position de l'État et de ses forces armées (*El Tiempo*, 2003 ; Sierra, 2001).

Cet article réactualise ce débat et questionne les termes dans lesquels les journalistes le formulent. Nous considérons que la question du rôle des médias en temps de guerre et de post-conflit doit être formulée autrement qu'avec les seuls termes des règles et des principes éthiques de la profession. Il convient également de comprendre le travail d'information comme résultant des facteurs propres au contexte de guerre. La réflexion ici proposée est une synthèse des principaux résultats des analyses de contenu (Bardin, 2001) et des stratégies discursives menées au cours des dix dernières années sur une douzaine de sous-corpus qui représentent 776 bulletins d'information des trois journaux télévisés (JT) du soir (CM&, Noticias RCN, Noticias Caracol) et 497 articles publiés par les deux quotidiens nationaux (*El Tiempo*, *El Espectador*) et le magazine hebdomadaire national d'actualités (*Semana*)².

Ces corpus englobent la période de 2003 à 2016 correspondant au conflit armé et aux négociations de paix. Les grilles élaborées cherchaient à comprendre la manière dont les discours d'information (dé)légitimaient les groupes armés à travers les désignations, les actions associées à chacun, l'attribution des responsabilités des actes de guerre et la désignation de la confrontation armée. Les critères de constitution de chaque corpus et les critères d'analyse sont décrits en détail dans les publications auxquelles les analyses ont donné lieu et cités au fur et à mesure de la discussion ici proposée. Ce travail est complété par la lecture de documents que les journalistes ont rédigé pour orienter leur pratique professionnelle : a) le *Code d'éthique et de responsabilité des journalistes* (CPB, 1990) ; b) l'accord signé par 32 directeurs de médias nationaux³ (*Acuerdo por la discreción*, 1999) ; c) le manuel de style du

¹ Toutes les traductions de l'espagnol au français ont été réalisées par nos propres soins.

² Nos analyses se limitent aux médias de diffusion nationale. L'impact des « nouveaux médias », comme les réseaux sociaux, n'est pas pris en compte dans cette réflexion.

³ Signé le 4 novembre 1999, ce texte vise à élever le niveau de qualité et de responsabilité dans la couverture et la diffusion de faits violents par les médias de masse. Pour une

quotidien national *El Tiempo* (2003); d) le manuel du quotidien régional *El Colombiano* (2003); e) le *Code pour la couverture du conflit armé* (Márquez González, 2003); f) le *Dictionnaire pour désarmer la parole*⁴ (Castro, Villamizar, Restrepo et Guerrero, 2005); g) le manuel *Pistes pour raconter la paix*⁵ (Morelo, Castrillón et Behar, 2014). Notre approche qualitative s'appuie sur les apports des sciences de l'information et de la communication, de l'analyse du discours, de la psychologie politique, de la sociologie du journalisme et des *media studies* (Charaudeau, 2005; Cislaru, Guérin, Morim et Née, 2007; López, 2003; Mercier, 2006; Moirand, 2009; Scheufele, 1999).

Dans un premier temps, un modèle théorique pour comprendre la pratique professionnelle journalistique en temps de conflit et de post-conflit est présenté. Ensuite, à l'aide d'exemples tirés de nos corpus, sont analysées les limites du débat tel qu'il est posé par les journalistes intéressés par leur rôle en temps de guerre et de construction de paix. Enfin, le rôle de l'information médiatique est interrogé en termes de communication stratégique au service de la légitimation politique.

L'information journalistique en temps de guerre

La manière dont les journalistes colombiens informaient au sujet du conflit armé a souvent été critiquée. On leur reprochait un ton spectaculaire et sensationnaliste. Soulignant les conséquences néfastes des exigences de rentabilité des médias (Abello, 2001; López, 2000) et les conditions de travail précaires sur le terrain (Giraldo, Roldán et Flórez, 2003; Rincón et Ruíz, 2002), on a reproché aux journalistes de se limiter aux faits de guerre et de surexploiter les aspects émotionnels de la situation des victimes civiles pour augmenter les taux d'audience (Arias, Chacón, Cristancho et Quebedo, 2003). On a aussi critiqué le rythme accéléré des reportages télévisés et les récits épisodiques, car ils rendaient difficile la mise en contexte de l'information, donnaient des informations stéréotypées et stigmatisaient certains acteurs sociaux (Abello, 2001; García Raya et Romero Rodríguez, 2001).

À ces critiques, les journalistes colombiens ont répondu qu'ils n'avaient pas le temps d'approfondir l'information et qu'ils manquaient de ressources logistiques et humaines pour en faire le suivi. Ils dénonçaient la manipulation exercée par les acteurs armés (Giraldo et al., 2003; Rincón et Ruíz, 2002). D'autres affirmaient, en revanche, que le format et le contenu de leurs informations répondaient bel et bien aux attentes des récepteurs, trouvant plus attractifs les récits émotifs que les analyses approfondies (Abello, 2001; Rincón et Ruíz, 2002).

La manière dont ces critiques et ces réponses sont formulées révèle la méconnaissance des contraintes supportées par les journalistes. Certes, la concurrence et les exigences de rentabilité des médias ont des répercussions, souvent négatives, sur la qualité de l'information; néanmoins dans de nombreuses sociétés démocratiques à économie de marché, les médias fonctionnent comme des

analyse détaillée, voir Serrano (2006). Le texte est notamment accessible à : <http://www.saladeprensa.org/art285.htm>.

⁴ Rédigé en 1999, ce dictionnaire contient des termes relatifs au conflit armé ayant changé de sens à cause du contexte de guerre. Le but est de permettre aux journalistes d'être « équilibrés » et « précis » (Correa, 2008).

⁵ Basé sur un sondage réalisé auprès de 200 journalistes de tout le pays, le manuel se présente comme le premier de ce genre dont l'objectif est de donner aux journalistes et aux professionnels de la communication des outils pour répondre aux défis des médias en post-conflit » (Morelo, Castrillón et Behar, 2014, p. 5-6).

entreprises privées. C'est notamment le cas des médias nationaux en Colombie. Pour exister, ces médias doivent faire du profit. Pour cette raison, des analystes parlent de la double logique dans laquelle fonctionnent les médias : tout en revendiquant une mission d'information (logique démocratique), les médias sont contraints d'être rentables (logique commerciale) (Charaudeau, 2005).

En outre, rappelons-le, l'information que les journalistes élaborent ne dépend pas exclusivement d'eux. Tout professionnel de l'information a besoin de sources pour reconstruire les événements. Les discours de ces sources sont toujours orientés par les intérêts qu'elles défendent (La Balme, 2002). Dans le cas particulier d'un conflit armé, parmi les sources des journalistes se trouvent celles qui participent à la confrontation armée. Mais en Colombie, seules celles qui représentaient l'État étaient reconnues comme légitimes. Les groupes hors-la-loi, et plus particulièrement les guérillas, considérés comme « terroristes », étaient bannis.

En conséquence, un seul des groupes en conflit bénéficiait d'un accès aux médias en tant que source ; alors que cette source, même représentant la voix officielle, était orientée par un objectif stratégique : remporter la guerre à moindre coût. C'est pour défendre leurs intérêts stratégiques que les sources instrumentalisent leur communication avec les journalistes. Pour les groupes armés, il s'agit de discréditer l'adversaire, restreindre sa visibilité médiatique et faire accepter la guerre par les troupes et la population (Barreto, Borja, Serrano et López, 2009 ; Bar-Tal et Hammack, 2012 ; Géré, 1997). Par conséquent, en temps de guerre, le rôle des acteurs armés en tant que sources ne peut pas être analysé d'un point de vue strictement journalistique (logique médiatique d'informer la population). Pour les groupes armés, les médias sont des instruments servant à propager leurs discours légitimateurs (logique de communication de guerre) (Bar-Tal et Hammack, 2012).

Cherchant ainsi à mieux comprendre le discours d'information au sujet du conflit armé en Colombie, un modèle autour de la notion de « cadrage » est proposé (figure 1). Il prend en compte la logique médiatique (commerciale et démocratique) et la logique de communication de guerre. Le modèle s'adapte également à la période de négociation de paix. Effectivement, les spécialistes en résolution des conflits considèrent les périodes de négociation de paix comme faisant partie de la confrontation. Certaines négociations aboutissent à une phase de post-conflit, puis de paix (Guelke, 2003).

Les discours diffusés par les médias pour informer sur la confrontation armée et sur les négociations de paix résultent d'un processus de double cadrage. « Cadrer » l'information consiste à : a) sélectionner certains faits au détriment d'autres faits ; b) retenir certains aspects sur lesquels l'attention sera portée ; c) choisir certains mots et certaines images pour en parler (Entman, 1993 ; Esquenazi, 2002 ; Goffman, 1991). Pour commencer, ce sont les acteurs sociaux consultés par les journalistes en tant que sources qui effectuent le premier cadrage ; ils sont ainsi les premiers à désigner, décrire, expliquer les faits. Lorsque ces acteurs sociaux participent au conflit armé ou aux négociations, le premier cadrage est influencé par leurs objectifs stratégiques de communication. Ensuite, ce sont les journalistes qui effectuent le deuxième cadrage. Leur travail consiste à produire les récits d'information en adaptant les discours des sources aux contraintes imposées par la double logique médiatique – commerciale (être rentables) et démocratique (informer selon la ligne éditoriale du média et des règles de conduite professionnelle). En ce sens, le cadrage correspond à une lecture interprétative de la réalité qui catégorise les événements en certains termes et suggère des relations et des chaînes de causalité entre eux.

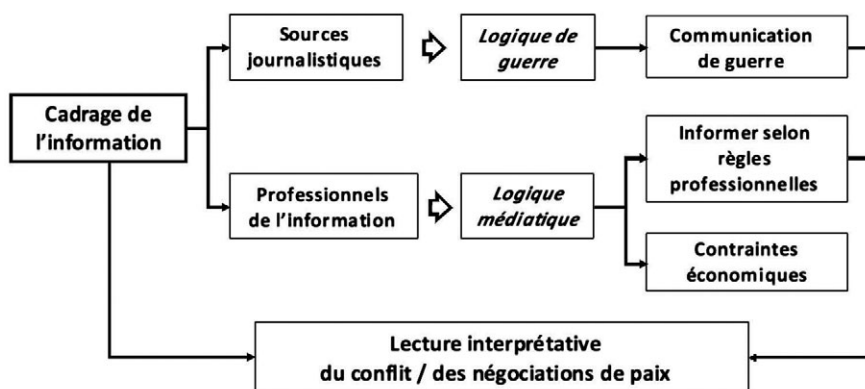


Figure 1. Modèle théorique : l'information en temps de conflit
(élaboration propre)

Règles professionnelles et information journalistique en temps de conflit armé

Les journalistes colombiens subissent les contraintes que le contexte de guerre et les entreprises médiatiques leur imposent. Pour défendre leur profession et se protéger, ils ont pris diverses initiatives comme la création d'associations professionnelles, l'organisation des séminaires et des formations continues (Correa, 2008 ; MPP, 2006) et la rédaction de manuels de style et de codes déontologiques. Ces textes ont la particularité de se présenter comme des modes d'emploi basés sur des principes éthiques exposant les comportements professionnels nécessaires pour informer les citoyen-ne-s. C'est donc la logique démocratique (informer) qui est invoquée.

Toutefois, soulignons que la nature de ces documents n'est pas la même. Les manuels de style sont imposés aux journalistes par leurs rédactions. Les codes déontologiques sont rédigés par des associations professionnelles ou des groupes de journalistes ; ils énoncent les principes auxquels tout journaliste doit adhérer. Enfin, le *Code pour la couverture du conflit armé*, le *Dictionnaire pour désarmer la parole* et le manuel *Pistes pour raconter la paix* correspondent à des documents rédigés par des journalistes pour répondre spécifiquement au contexte de guerre. Inspirés des codes déontologiques et des manuels de style existant dans d'autres pays (Ward, 2009), ces trois documents témoignent plus spécifiquement des interrogations des journalistes colombiens sur leur travail durant le conflit armé et les négociations de paix.

L'objectif ici n'est pas de proposer une analyse exhaustive de chaque texte, mais de confronter les principes que défendent les journalistes à leur travail d'information. Signalons, pour commencer, l'incompatibilité des principes de responsabilité sociale (*Acuerdo por la Discreción*, 1999 ; *El Tiempo*, 2003), de service à la communauté (El Colombiano, 2003) et de défense de la liberté d'expression et du droit à l'information (CPB, 1990) avec la logique de communication de guerre et les contraintes médiatiques. La « vérité » de l'information est souvent avancée comme un principe fondamental. Or, en contexte de conflit, la vérité est une donnée stratégique pour les camps qui s'opposent. Pour les médias, il s'agit plutôt de produire des discours « vraisemblables », qui semblent vrais (Charaudeau, 2005). Les marqueurs discursifs de l'objectivité (guillemets, discours rapporté, rapport des données factuelles, priorité

aux sources institutionnelles, etc.) contribuent à produire des discours « vraisemblables » mais pas forcément « vrais » (Cornu, 1994 ; Neveu, 2001). De plus, le discours d'information est toujours empreint de la subjectivité des professionnels intervenant dans sa production (Chalaby, 1998 ; Cornu, 1994 ; Schudson et Anderson, 2009).

La valeur stratégique de la « vérité » pour les sources et les difficultés qu'elle suppose pour les journalistes s'illustre par l'exemple de la démobilisation d'un groupe de paramilitaires (*Bloque Cacique Nutibara*) en novembre 2003 et d'une section des FARC (*Bloque Cacica Gaitana*) en mars 2006. Dans les deux cas, des représentants du gouvernement de l'époque ont invité les médias à couvrir les cérémonies de démobilisation, présentées alors comme des victoires militaires des forces armées et comme un pas vers la paix (Agudelo et Darío, 2009). Faisant confiance à la source officielle, les médias ont informé sur ces deux événements. Or, en février et mars 2011, un ex-paramilitaire et un ex-guérillero ayant participé à ces démobilisations ont avoué que les deux démobilisations n'étaient qu'une mise en scène orchestrée par les représentants du gouvernement. Les informations publiées en 2003 et en 2006 résultaient de l'instrumentalisation des journalistes pour deux opérations médiatiques de l'une des parties en conflit (Serrano, 2013b).

Même si depuis les années 1990, les journalistes préconisent le recoupement et la vérification de l'information (CPB, 1990), le contexte de guerre s'impose à eux. En effet, depuis 1997, l'État colombien interdit aux journalistes de diffuser les communiqués et les messages des groupes hors-la-loi (CNTV, 1997 art. 21, chap. IV, acc. 017). Dans ces conditions, comment respecter la neutralité de l'information (consistant à mentionner toutes les versions) et l'équilibre (en leur donnant le même temps de parole ou en leur accordant le même espace), alors qu'il est interdit aux journalistes de comparer les versions des sources officielles avec celles de l'adversaire ? Même lorsque les journalistes recoupent l'information avec des sources autorisées, les sources officielles peuvent s'imposer, comme le prouve le cas d'une correspondante d'un quotidien national. Invitée à couvrir l'inauguration d'un aéroport dans la ville de Buenaventura, elle avait interrogé les habitants. Son reportage faisait ressortir la pauvreté de ces derniers face à l'investissement de cet aéroport qui ne leur profitait pas. Suite à son reportage, l'armée de l'air a mis son veto en informant la journaliste qu'elle n'aurait plus d'information de sa part tant qu'elle n'aurait pas présenté des excuses au commandant qui était « *blessé* » par son reportage (Rincón et Ruíz, 2002, p. 108).

Les journalistes ne parlent guère publiquement de l'influence exercée par les sources officielles. Dans nos corpus, une seule occurrence a été identifiée : le 12 décembre 2007, la responsable de la section politique du JT *Noticias Caracol* se plaignait du fait que « *le gouvernement et les forces militaires imposent la mode de faire leurs propres interviews exclusives sans permettre l'accès aux journalistes. Ils l'ont déjà fait avec [le policier, qui « privé de liberté » par les FARC, s'est évadé et] qui a été interviewé en exclusivité par deux fonctionnaires de la Présidence de la République et maintenant avec la guérillera qui a déserté des FARC [...]. Elle a été interviewée par la chef de presse de la Brigade 30 [de l'armée] qui a ensuite distribué la cassette aux médias. Cela serait une bonne chose que nous, les journalistes, puissions accéder directement aux protagonistes de l'information.* »

Dans cette prise de position, plusieurs aspects méritent d'être soulevés. La critique est exprimée subtilement. Le ton presque plaisant (« *cela serait une bonne chose...* ») et le conditionnel permettent à la journaliste d'atténuer ses propos. De plus, la critique est

faite dans une des dernières sections du JT, donc moins importante que les sujets traités en ouverture du JT. Néanmoins, cette prise de position informe les téléspectateurs que le travail des journalistes n'est pas toujours fait comme ils le promettent. Reste à savoir dans quelle mesure les téléspectateurs en identifient les enjeux étant donné que les journalistes mettent rarement au courant leurs audiences de ce type de pression.

Si dans les documents rédigés par les journalistes, tout parti pris est proscrit (Castro et al., 2005 ; CPB, 1990 ; Márquez González, 2003 ; Morelo et al., 2014), il n'en va pas de même dans les documents imposés par les rédactions aux journalistes. C'est notamment le cas du quotidien de référence *El Tiempo*. Dans son manuel éditorial, le journal indique clairement qu'il privilégie les sources officielles et ne met pas sur un pied d'égalité les acteurs armés qui représentent l'État et les groupes hors-la-loi (*El Tiempo*, 2003, p. 56). Cette consigne, en plus de transgresser les principes de la neutralité et l'impartialité journalistique, s'aligne sur les objectifs stratégiques de la communication de guerre de l'État, ce qui n'est pas sans conséquences sur la manière dont le conflit armé est cadré et la violence de l'État légitimée.

Sans forcément chercher à résoudre ce type d'instrumentalisation, les journalistes proposent quelques mesures palliatives. Ainsi, les codes déontologiques, et tout particulièrement le *Dictionnaire pour désarmer la parole*, exhortent les journalistes à s'abstenir de reprendre le lexique de guerre des acteurs armés car ils reconnaissent que la guerre se mène aussi à travers le langage (Castro et al., 2005). Or, nos analyses (Serrano, 2015b) ont révélé que, si les journalistes prennent leurs distances avec certaines expressions comme « *groupe terroriste* », ce n'est pas le cas avec tout le lexique de guerre des groupes armés. Prenons l'exemple des personnalités politiques que les FARC ont privé de liberté à des fins politiques, entre la fin des années 1990 et la première décennie des années 2000. Les représentants de l'État colombien et les acteurs politiques accusaient les FARC d'avoir « *kidnappé* » ces personnes. Il s'agissait ainsi de traiter les guérilleros comme des criminels. La guérilla rétorquait qu'elles n'étaient pas « *kidnappées* », mais « *retenues* ». Il s'agissait de souligner le caractère politique de la privation de liberté. Les FARC ne demandaient pas une rançon pour libérer ces personnes ; la guérilla demandait un échange avec les guérilleros en prison, ce que le gouvernement refusait. Les expressions « *kidnappé* » et « *retenu* » relevaient donc du lexique de guerre que les journalistes auraient dû éviter. En dépit des consignes données, et même en respectant un format distancié, seule l'expression imposée par les FARC était systématiquement évitée.

En revanche, la majorité des informations des JT nationaux parlaient des politiques « *kidnappés* », sans préciser le caractère stratégique de l'expression : sur les 252 désignations recensées dans un corpus de 452 reportages portant sur le conflit armé et diffusés par les JT entre juin 2006 et juin 2008, 87 % correspondaient à l'appellation « *kidnappé(s)* » (Serrano, 2015b).

On peut d'ailleurs comprendre le *Code pour la couverture du conflit armé* (Márquez González, 2003) comme un moyen pour faire face aux difficultés rencontrées par les journalistes sur le terrain. En effet, malgré l'existence d'un code déontologique général, enseigné dans les facultés de journalisme (CPB, 1990), le Centre de solidarité de la Fédération Internationale des journalistes et l'association professionnelle Médias pour la paix publient en 2003 le *Code pour la couverture du conflit armé*.

À ce moment, la situation est particulièrement difficile pour les journalistes à Arauca, l'une des régions où la confrontation entre les groupes hors-la-loi et les forces armées

de l'État était la plus intense. L'analyse du document et du contexte de publication (Serrano, 2014a) suggère que ce code relève d'un acte de communication stratégique dont la cible dépasse les collègues journalistes. En précisant les principes avec lesquels ils s'engagent pour élaborer une information de qualité, les journalistes « *informent* » les groupes armés que le recoupement de l'information, le respect des institutions légales ou la défense des victimes civiles ne relève pas d'un parti pris en faveur ou contre l'un des groupes armés. Ce n'est pas pour autant que la situation des journalistes s'est améliorée. La Colombie reste l'un des pays où l'exercice du journalisme est le plus dangereux au monde.

Nous nous sommes jusqu'ici concentrée sur la manière dont la logique de communication de guerre entre en conflit avec la mission d'informer les citoyens (logique démocratique des médias). Mais la logique commerciale des médias constitue aussi une interférence ; elle contraint les journalistes à favoriser des formats simples, spectaculaires et émotifs pour attirer une audience de plus en plus large (Charaudeau, 2005). À ce sujet, seul le manuel de style du quotidien régional *El Colombiano* en parle explicitement. Le journal reconnaît les pressions économiques subies, mais affirme exiger des journalistes de ne pas placer ces exigences économiques par-dessus le service à la communauté que le journal revendique. Tous les autres documents analysés font fi de ces contraintes propres au fonctionnement des entreprises médiatiques.

Précisons qu'en dépit des initiatives des journalistes, l'analyse d'un corpus de 452 unités d'information diffusées par les JT nationaux entre juin 2006 et juin 2008 (Serrano, 2011) a montré que les informations au sujet du conflit armé correspondaient à une lecture partialisée qui rendait service aux efforts de guerre de l'État colombien. Prédominait la version selon laquelle l'État et ses forces armées remportaient la guerre contre les groupes hors-la-loi et tout particulièrement contre les FARC. Une analyse du même corpus portant sur l'ensemble des désignations utilisées pour se référer aux acteurs armés et sur la manière dont ces appellations (dé)légitiment chaque groupe armé (Serrano, 2013a) montrait que la guérilla des FARC était présentée comme un groupe terroriste sans orientation politique. Pourtant, ce parti pris était masqué derrière des discours factuels et en apparence distancés qui, en fin de compte, reprenaient la communication de guerre visant à délégitimer l'adversaire de l'État. Globalement, nous avons observé un alignement des JT nationaux du soir dans la manière de cadrer les informations au sujet du conflit armé.

Règles professionnelles journalistiques en temps de négociations de paix

Dans la section précédente, il a été établi que pendant la période de guerre interne, les enjeux stratégiques de la communication de guerre des groupes en conflit s'imposaient. Qu'en est-il de la pratique journalistique en période de négociations de paix ? La question est d'autant plus pertinente que l'accord final de paix ne fait pas consensus dans le pays. Un secteur politique continue à s'y opposer et mène campagne contre l'accord de paix et le mouvement politique issu de la guérilla des FARC (la FARC ou Force Alternative Révolutionnaire Commune) en vue des législatives et des présidentielles de 2018, auxquelles la FARC participera pour la première fois.

Ce contexte de polarisation politique autour de l'accord de paix conditionne la pratique journalistique. Sans avoir vraiment résolu la question du rôle de l'information journalistique dans la communication de guerre, les négociations de paix

entre le gouvernement et les FARC (2012 à 2016) ont conduit un certain nombre de journalistes à se demander comment informer sur le processus de paix. C'est dans le cadre de ces réflexions que le manuel *Pistes pour raconter la paix* est publié en 2014 (Morelo et al., 2014). Dès le début, les trois journalistes auteures du manuel affichent leur parti pris en faveur de la paix : « *Journalistes et communicants [ont une] mission historique [qui est celle de] promouvoir des réflexions et des enquêtes, non seulement sur ce qu'a été le conflit armé, mais également sur ce que signifie la construction de la paix* » (Gehring, 2014, p. 6).

En le comparant aux documents rédigés dans le cadre du conflit armé, on constate que ce manuel adhère aux mêmes principes, notamment la véracité de l'information : les journalistes peuvent soutenir les efforts de paix en contribuant à établir la vérité (Morelo et al., 2014, p. 7). Ce point est particulièrement intéressant puisque l'un des objectifs de l'accord final de paix, signé par le gouvernement et les FARC, est justement d'établir la vérité sur ce qui s'est passé pendant le conflit armé. Pour bénéficier des avantages juridiques de la justice transitionnelle, FARC et gouvernement s'engagent à raconter « *la vérité* » des faits de guerre afin de contribuer à la reconnaissance et la réparation des victimes civiles (Gobierno Nacional & FARC-EP, 2016).

L'objectif ne sera pas facile à atteindre ; la valeur stratégique de la « vérité » pour les parties engagées dans le conflit a déjà été évoquée. Ainsi, établir les origines du conflit armé fait l'objet de nombreuses versions, comme en témoigne le travail de la Commission Historique du Conflit armé et ses Victimes. Cette commission a été désignée en août 2014 par les négociateurs du gouvernement et des FARC pour rédiger un rapport sur les causes du conflit armé, les facteurs qui ont contribué à son prolongement et ses conséquences. Après six mois de travail, la commission a rendu un rapport de 809 pages (Comisión Histórica del Conflicto y sus Víctimas, 2015).

Le principal constat est l'impossibilité de s'accorder sur « une » version des origines du conflit. Chacun des 12 membres de la commission (six choisis par le gouvernement et six par les FARC) a rédigé son propre rapport. Pour certains, le conflit armé interne commence dans les années 1920-1930 où les politiques économiques ont accentué la pauvreté de la population. Pour d'autres, le conflit armé commence dans les années 1960 avec la création des guérillas. Enfin, certains estiment que le conflit ne commence vraiment que dans les années 1980 avec l'essor des groupes paramilitaires et l'argent du trafic de drogue. Au moment de la parution du rapport, les médias nationaux se sont limités à relayer des discours soulignant l'importance du rapport sans avoir mentionné les différentes versions et encore moins les enjeux sous-jacents, comme le montre l'analyse des 16 articles et 3 reportages publiés par la presse nationale et les JT le jour de la publication du rapport et le lendemain (Serrano, 2015a).

Ce qui est en jeu dans ces versions, c'est la responsabilité, dans des actes de guerre, des groupes armés et autres acteurs sociaux, comme les entreprises et hommes d'affaires ayant financé les groupes paramilitaires. Ceux qui s'opposent aux négociations de paix et qui considèrent les FARC comme un groupe narcoterroriste sont plus enclins à accepter la version qui situe l'origine du conflit dans les années 1960, rendant les guérillas comme les seules responsables de la guerre interne. En revanche, ceux qui considèrent la guerre comme un conflit social, politique et économique armé adhèrent plus facilement à la thèse selon laquelle les origines se situent dans la deuxième décennie du XX^e siècle. Dans ce contexte, comment les journalistes peuvent-ils contribuer à « la » vérité ? Le manuel *Pistes pour raconter la*

paix propose aux journalistes de « [...] poursuivre la vérité symétrique consistant à enquêter sur tous et chacun des protagonistes du conflit armé et de la paix [afin d'élaborer] des récits destinés aux gens ordinaires et non pas uniquement aux élites » (Morelo et al., 2014, p. 7).

La notion de « vérité » est comprise au sens judiciaire comme « un droit collectif et individuel [...] L'État est dans l'obligation d'y contribuer en enquêtant pour déterminer les responsables des violations des droits humains [...]. Cette obligation n'est pas exclusivement respectée à travers des procès judiciaires ; les commissions pour la vérité sont des mécanismes extrajudiciaires qui y contribuent également [...] » (Morelo et al., 2014, p. 137). La proposition consiste donc à pratiquer la pluralité de sources et à combattre les pratiques de censure et d'autocensure de la période de conflit armé, comme le rappelle le témoignage d'un journaliste, cité dans le manuel : « Le paramilitarisme a été un phénomène dont on n'a commencé à parler qu'après la démobilisation des groupes paramilitaires. Avant, le silence était absolu ; dans certains cas en raison de la complicité [des médias et/ou des journalistes] avec ces groupes ; dans d'autres, en raison de la terreur que ces groupes ont semée. Écrire une histoire des paramilitaires revenait à se poser sur sa propre pierre tombale, c'était pratiquement un suicide » (J. Navia, interviewé par Behar, 2014, p. 111).

Au sujet de la pluralité de sources et du recoupement de l'information assurant la neutralité journalistique, on constate encore les craintes associées à ces pratiques lorsque l'une des auteures du manuel *Pistes pour raconter la paix* doit préciser que pour promouvoir la paix, « il ne s'agit pas de prendre parti en faveur de la position gouvernementale [...] mais d'aider à comprendre ce qu'est la paix » (Castrillón, 2014, p. 16). Pour atteindre ce but, le manuel préconise le reportage comme genre journalistique à privilégier. Un chapitre est consacré aux étapes nécessaires à son élaboration. Il s'agit aussi d'élargir l'agenda à des thèmes autres que la violence (Morelo, 2014).

Le manuel encourage ainsi le journalisme de terrain, sans négliger pour autant les apports des nouvelles technologies puisqu'un autre chapitre est dédié au « journalisme de données ». Inspiré des méthodes de recherche en sciences sociales, ce type de journalisme fait usage de bases de données disponibles sur le Web (Consejo de Redacción, 2014). Le manuel conclut avec une section de « mots clés pour raconter la paix », inspirée du *Dictionnaire pour désarmer la parole* (Castro et al., 2005). Les définitions des notions telles que « justice transitionnelle », « pardon », « post-conflit » et « vérité », entre autres, sont proposées (Morelo et al., 2014, p. 132-137).

L'analyse de la couverture des pourparlers de paix dans un corpus de 50 articles de presse nationale et 76 bulletins d'information des JT nationaux (Serrano, 2014b) confirme ce que les spécialistes en résolution des conflits ont conclu sur le rôle des médias pendant des négociations de paix. À savoir que lorsque les élites politiques ne sont pas unanimes pour soutenir les négociations, les médias ont tendance à jouer un rôle négatif puisque, soumis aux exigences de l'audimat, ils exacerbent et mettent en scène les divergences, ignorant les avancements dans la résolution pacifique du conflit (Shinar, 2004 ; Wolfsfeld, 2004). Plus précisément, notre analyse portait sur le traitement médiatique de deux événements survenus en novembre 2013, l'un relatif à la paix et l'autre à la guerre. Précisons que les médias devaient informer sur les négociations de paix en même temps qu'ils devaient continuer à couvrir les faits de guerre. En effet, le président de la République a refusé un cessez-le-feu bilatéral pour mener les négociations.

L'événement relatif à la paix concernait l'annonce du deuxième accord partiel entre le gouvernement et les FARC au sujet de la participation politique. L'événement relatif à la guerre, une semaine après, concernait l'annonce du démantèlement d'une opération orchestrée par les FARC pour mener un attentat contre l'ex-président Uribe (très populaire dans le pays et connu pour avoir renforcé les opérations militaires contre cette guérilla) et le procureur général. Dans les deux cas, ce sont les sources officielles qui ont été privilégiées. Toutefois, à la différence de ce qui avait été constaté durant la confrontation armée, les membres des FARC sont devenus des sources journalistiques minoritaires par rapport aux sources officielles, mais désormais visibles.

Un deuxième changement dans la pratique journalistique est observé. Les forces armées de l'État perdent de la visibilité en tant que source privilégiée de médias. Durant le conflit, l'armée et la police représentaient la source la plus sollicitée pour parler du conflit armé (24 % des sources citées dans le corpus de 452 reportages diffusés par les JT entre 2006 et 2008) (Serrano, 2011), alors que pour parler de l'accord partiel, elles étaient presque invisibles dans la presse (une source des 25 recensées) et pas du tout citées sur les 37 sources recensées dans les JT. Même pour parler de l'attentat contrecarré, les forces armées de l'État n'étaient que très peu citées (deux sources des 22 citées par les JT et une source des 15 citées par la presse) (Serrano, 2014b). Soulignons que les acteurs politiques s'opposant aux négociations de paix ont utilisé l'annonce de l'échec de l'attentat pour demander aux négociateurs du gouvernement plus de fermeté à l'égard des FARC, voire même la suspension des négociations.

Ceci étant dit, au fur et à mesure que les négociations avançaient, les médias nationaux tenaient plus fréquemment un discours de promotion de la paix et de reconnaissance de la légitimité politique des FARC. Progressivement, la guérilla des FARC n'est plus présentée comme un « *groupe terroriste* » responsable de crimes graves comme le terrorisme, la torture ou le meurtre, mais comme un adversaire politique du gouvernement auquel on reconnaît la volonté de paix. En effet, l'analyse des désignations des groupes armés légaux et illégaux circulant dans un corpus de 107 articles de presse et de 38 reportages de JT, avant et durant les pourparlers de paix, met en évidence que « *pendant la période de renforcement de la confrontation armée, les désignations délégitimantes les plus fréquentes correspondent à celles qui associent [les FARC] aux crimes graves (terrorisme, torture, meurtre) : 50 % des désignations recensées dans la presse et 66 % dans les JT [...]. En revanche, dès que les pourparlers de paix ont commencé, [...] les discours d'information privilégient d'autres types d'expressions qui indiquent "uniquement" que ce groupe est hors-la-loi [...] sans l'associer à un crime en particulier [...]. Simultanément, on observe que des expressions qui catégorisent les FARC comme un acteur politique légitime augmentent* » (Serrano, 2017b).

L'ensemble des analyses suggère que le cadrage de l'information relève d'une question de légitimité politique des groupes en conflit, entendue comme reconnaissance et acceptation (Voirol, 2005). Le cadrage de l'information relative aux pourparlers de paix semble également relever d'une question de légitimité politique. Après des décennies de confrontation et des informations favorisant une seule version du conflit, l'image des FARC auprès de la population est particulièrement défavorable et semble affecter le soutien au processus de paix. Un sondage annuel réalisé depuis 2000 révèle qu'en moyenne et année après année, 88 % des répondants ont

une perception défavorable des FARC. Après la signature de l'accord final, ce pourcentage n'a diminué qu'à 78 %⁶.

Malgré la reconnaissance par le gouvernement colombien de la guérilla comme un adversaire politique, tous les médias nationaux ne suivent pas cette nouvelle version officielle. Le JT du soir Noticias RCN et, dans une moindre mesure, le quotidien national *El Tiempo*, diffusent encore des discours qui ne reconnaissent pas les FARC comme un acteur politique légitime. Ces deux médias reprennent plus souvent comme sources les acteurs politiques et autres leaders d'opinion qui mènent campagne contre les FARC et l'accord de paix. En revanche, d'autres médias comme le magazine *Semana* ou le JT CM&, s'engagent de plus en plus explicitement dans un discours de promotion de la paix. Un exemple concret permet d'illustrer ces différences : le 23 septembre 2015, le président colombien et le chef des FARC ont signé le quatrième accord partiel portant sur les victimes du conflit armé et le régime de justice pour les combattants. C'était la première fois qu'ils se rencontraient dans le cadre des négociations.

C'est dans ce contexte que le chef des FARC, Timochenko, a accordé sa première interview télévisée, diffusée le 29 septembre 2015, à la chaîne latino-américaine Telesur. Cette chaîne, critiquée par certains secteurs politiques colombiens qui la qualifient de « *chaviste* » et de gauche, n'est accessible en Colombie que par le câble. Ainsi, une grande partie de la population n'en a eu connaissance qu'à partir de ce que les médias nationaux en ont rapporté. Mentionnons les bulletins de deux JT qui, par leur cadrage, illustrent le mieux le positionnement des journalistes en contexte de post-conflit (pour consulter l'analyse détaillée du corpus, voir : Serrano, 2017a).

Le JT CM& a accordé à l'interview 1 minute 33 secondes. Il annonce que « *le chef des FARC a assuré qu'il consacre son temps exclusivement à la paix* ». Le JT présente l'issue des négociations comme très probable, notamment grâce aux extraits de l'interview qui s'affichent à l'écran : a) « *je ne consacre mon temps qu'à la paix* » ; b) « *je ne consacre plus de temps à la guerre* ». Telesur est désignée sans qualificatifs péjoratifs. Enfin, chaque affirmation du journaliste en voix off est suivie d'un extrait de l'interview, ce qui permet aux téléspectateurs de voir et d'entendre directement le chef des FARC. N'ont été choisis que des extraits de l'interview soulignant la volonté de paix des FARC. Le JT met ainsi en pratique l'une des consignes du manuel *Pistes pour raconter la paix* en rendant visible l'un des protagonistes de la guerre et de la paix auparavant rendu invisible.

En revanche, le JT Noticias RCN n'accorde à l'interview qu'une brève de 8 secondes. Aucune image, aucun extrait de l'interview n'a été diffusé. Le JT refuse ainsi de donner la moindre visibilité au chef des FARC. Or, pas de légitimité sans reconnaissance préalable. Et pour être reconnu il faut être vu/perçu (Voiron, 2005). La présentatrice se limite à dire que « *dans une interview de la chaîne "chavist" Telesur, le chef des FARC a assuré qu'il ne regrette rien de ce qu'il a fait comme guérillero et qu'il ne demandera pas pardon aux victimes* ». Ici, non seulement Telesur est disqualifiée puisqu'elle est présentée comme une « *chaîne chaviste* », mais également les propos de la présentatrice cadrent de manière désapprouvante ceux de Timochenko. En outre, la brève est suivie par un reportage de 2 minutes 20 secondes dans lequel le JT montre des « *victimes des FARC* » qui qualifient « *d'arrogants* » les propos de Timochenko. Le

⁶ Sondages réalisés avec un panel de 600 personnes (échantillon représentatif) et une marge d'erreur de 4 %. Voir : *El Tiempo*, (2016). Según encuesta, mejora la imagen de las Farc y apoyo al proceso de paz. [En ligne] www.eltiempo.com, 02.11.2016.

cadrage de Noticias RCN se rapproche davantage de la logique de communication de guerre qui prédominait dans les JT nationaux avant les négociations de paix.

Pour confirmer ces premières tendances, on continuera à observer le travail des médias et des journalistes durant les négociations avec la guérilla de l'ELN et la mise en place de l'accord de paix avec les FARC. Jusqu'à maintenant, les discours de ceux qui promeuvent la paix est majoritaire dans les médias nationaux. Or, la manière de cadrer la « paix » soulève des questions. On observe que pour de nombreux secteurs politiques en Colombie, dont les médias nationaux relaient le discours, la paix correspond uniquement à la démobilisation des FARC alors que les spécialistes soulignent que la paix est un long processus de reconstruction sociale (Galtung, 1998 ; Wolfsfeld, 2004).

Conclusion

En revenant sur la manière dont les journaux télévisés du soir et la presse nationale en Colombie ont informé sur le conflit armé et les négociations de paix, cet article propose de comprendre la pratique journalistique non seulement comme résultant des règles professionnelles et des principes éthiques, mais aussi comme étant influencée par les contraintes imposées par le contexte de guerre et le fonctionnement entrepreneurial des médias. Les diverses analyses menées sur des corpus correspondant à la période de conflit armé et des négociations de paix montrent les limites des initiatives des journalistes pour améliorer la qualité de l'information, ne pas rendre service aux acteurs armés ou contribuer à la construction de la paix. En effet, le cadrage avec lequel les discours d'information ont couvert la guerre et couvrent actuellement la paix joue un rôle dans la (dé)légitimation des groupes en conflit.

Au moment où la Colombie entame un processus de reconstruction sociale suite à l'accord final de paix avec la guérilla des FARC et la perspective que les négociations avec l'ELN aboutissent aussi à un accord final, il convient d'élargir le cadre de réflexion sur le rôle de l'information médiatique. En effet, l'information est une forme de communication et la communication, telle qu'elle est définie par D. Wolton (2009), aide à relever le défi de construire la cohabitation au sein des sociétés où les valeurs sociales divergent. En Colombie, la paix dépendra de l'instauration d'un climat de tolérance politique, d'acceptation de la différence et de la gestion non violente des conflits. Ce à quoi les médias peuvent contribuer en montrant la différence pour mieux la comprendre et apprendre à la gérer. ■

Yeny Serrano est maître de conférences en Sciences de l'information et de la communication à l'Université de Strasbourg (LISEC)

Références

- Abello, Jaime (2001). El conflicto armado como espectáculo del infoentretenimiento. Dans J. I. Bonilla et G. Patiño (Éds), *Comunicación y Política. Viejos conflictos, nuevos desafíos*. Bogotá : Centro Editorial Javeriano, 412-420.
- Agudelo, Valencia et Dario, Germán (2009). Reconstrucción analítica del proceso de desarme, desmovilización y reinserción con las Autodefensas Unidas de Colombia, 2002-2007. *Perfil de Coyuntura Económica*, 10, 147-191.
- Arias Edgar, Chacon Luis, Cristancho Francisco et Quebedo Norbey (2003). *Tratamiento de los actos violentos en los noticieros de la televisión colombiana, Trabajo del grupo de investigación de la Escuela de Comunicación Social y Periodismo*. Bogotá : Universidad Sergio Arboleda.
- Bardin, Laurence (2001). *L'analyse de Contenu* (10^e éd.). Paris : Presses Universitaires de France.
- Barreto Idaly, Borja Henry, Serrano Yeny et Lopez Wilson (2009). La legitimación como proceso en la violencia política, medios de comunicación y construcción de culturas de paz. *Universitas Psychologica*, 8 (3), 737-748.
- Bar-Tal, Daniel et Hammack, Philip (2012). Conflict, delegitimization, and violence. Dans *The Oxford handbook of intergroup conflict*. New York : Oxford University Press, 29-52.
- Behar, Olga (2014). Escenarios de guerra, laboratorios de paz. Dans G. Morelo, G. Castrillón et O. Behar (Éds), *Manual Pistas para narrar la paz ; Periodismo en el posconflicto*. Bogota : Fundación Konrad Adenauer, 103-131.
- Castrillon, Gloria (2014). Los retos de los medios de comunicación en el posconflicto. Dans G. Morelo, G. Castrillón et O. Behar (Éds), *Manual Pistas para narrar la paz ; Periodismo en el posconflicto*. Bogota : Fundación Konrad Adenauer, 15-46.
- Castro Germán, Villamizar Dario, Restrepo Andrés et Guerrero Arturo (2005). *Diccionario para desarmar la palabra*. Bogotá : Corporación Medios para la Paz, Planeta.
- Chalaby, Jean K. (1998). *The Invention of Journalism*. Basingstoke : Macmillan.
- Charaudeau, Patrick (2005). *Les médias et l'information : l'impossible transparence du discours*. Bruxelles : De Boeck.
- Cislaru Georgeta, Guérin Olivia, Morim Katia et Née Émilie (2007). *L'acte de nommer : Une dynamique entre langue et discours*. (S.l.) : Presses Sorbonne Nouvelle.
- CNTV (1997). *Servicio Público y Cobertura, Sistema de Televisión en Colombia*. Bogotá : Comisión Nacional de Televisión.
- Comision Historica del Conflicto y sus Victimas (2015). *Contribución al entendimiento del conflicto armado en Colombia*. [En ligne] www.mesadeconversaciones.com.co.
- Consejo de Redaccion (2014). Periodismo de datos: un método para construir nuevas historias. Dans G. Morelo, G. Castrillón et O. Behar (Éds), *Manual Pistas para narrar la paz ; Periodismo en el posconflicto*. Bogota : Fundación Konrad Adenauer, 89-101.
- Cornu, Daniel (1994). *Journalisme et vérité : pour une éthique de l'information*. Genève : Labor et Fides.

Correa, Mary (2008). El lenguaje de los medios que intensifica el conflicto colombiano. *Reflexión Política*, 10 (19), 106-113.

CPB (1990). *Código de ética y responsabilidad del periodista*. Círculo de Periodistas de Bogotá. [En ligne] eticasegura.fnpi.org, 27.12.2011.

El Colombiano (2003). *Manual de estilo y redacción*. Colombia : Impolibros S.A.

El Tiempo (2003). *Conflicto armado y terrorismo. Manual de cubrimiento, El conflicto armado en las páginas de El Tiempo*. Bogotá : Casa Editorial El Tiempo.

Entman, Robert (1993). Framing: Toward Clarification of a Fractured Paradigm. *Journal of Communication*, 43 (4), 51-58.

Esquenazi, Jean-Pierre (2002). *L'écriture de l'actualité : pour une sociologie du discours médiatique*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.

Galtung, Johan (1998). *Conflict Transformation by Peaceful Means. United Nations*. Genève : United Nations Disaster management training programme.

García Raya, María Eugenia et Romero Rodríguez, Edward (2001). Las trampas de la aparición. Información y conflicto en Colombia. Dans J. I. Bonilla et G. Patiño (dir.), *Comunicación y Política. Viejos conflictos, nuevos desafíos*, 366-391. Bogotá : Centro Editorial Javeriano.

Gehring, Hubert (2014). Propuestas concretas para aportar a la paz desde la comunicación y el periodismo. Dans G. Morelo, G. Castrillón et O. Behar (dir.), *Manual Pistas para narrar la paz ; Periodismo en el posconflicto*. Bogotá : Fundación Konrad Adenauer, 5-6.

Géré, François (1997). *La guerre psychologique*. Paris : Institut de stratégie comparée, Économica.

Giralda Diana, Roldan, Ismael et Florez, Miguel Angel (2003). *Periodistas, guerra y terrorismo* (1. ed.). Bogotá : Planeta, Escuela de Comunicación Social y Periodismo Universidad Sergio Arboleda.

Gobierno Nacional et FARC-EP (2016). *Acuerdo final para la terminación del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera* (V2). [En ligne] www.mesadeconversaciones.com.co, 24.08.2016.

Goffman, Erving (1991). *Les cadres de l'expérience*. Traduction par I. Joseph, Paris : Les Éditions de Minuit.

Guelke, Adrian (2003). Negotiations and Peace Processes. Dans J. P. Darby et R. M. Ginty (dir.), *Contemporary Peacemaking: Conflict, Violence and Peace Processes*, 53-64. New York : Palgrave Macmillan.

La Balme, Natalie (2002). *Partir en guerre : décideurs et politiques face à l'opinion publique*. Paris : Éditions Autrement.

Lopez, Fabio (2000). Periodismo informativo y comunicación del conflicto armado y del proceso de paz en Colombia: consideraciones teóricas. *Diálogos de la Comunicación*, 59-60, 293-306.

Lopez, Fabio (2003). *Ética periodística, verdad noticiosa sobre el conflicto armado y reconciliación nacional en Colombia*. Communication présentée au Colombia : Caminos para salir de la violencia, Frankfurt.

- Marquez Gonzalez, Eduardo (2003). *Código para el cubrimiento del conflicto armado colombiano*. [En ligne] www.unesco.org.
- Mercier, Arnaud (2006). Médias, relations publiques et guerres. Les opinions publiques comme enjeu. Dans G. Arboit et M. Mathien (dir.), *La guerre en Irak : Les médias et les conflits armés*, 47-66. Bruxelles : Bruylant.
- Moirand, Sophie (2009). Des façons de nommer « les jeunes » dans la presse quotidienne nationale. *Adolescence*, 70 (4), 907-919.
- Morelo, Ginna (2014). Volver al reportaje, la ruta de la verdad. Dans G. Morelo, G. Castrillón et O. Behar (Éds), *Manual Pistas para narrar la paz ; Periodismo en el posconflicto*. Bogota : Fundación Konrad Adenauer, 47-88.
- Morelo Ginna, Castrillon Gloria et Behar Olga (2014). *Manual Pistas para narrar la paz ; Periodismo en el posconflicto*. Bogota : Fundación Konrad Adenauer.
- MPP (2006). *Prensa, conflicto armado y región. Aprendizajes del diplomado Periodismo responsable en el conflicto armado*. Bogotá : Corporación Medios para la paz.
- Neveu, Erik (2001). *Sociologie du journalisme*. Paris : Éditions La Découverte.
- Rincon, Omar et Ruiz, Martha (2002). *Bajo todos los fuegos : los periodistas en el conflicto colombiano*. Bogotá : Proyecto Antonio Nariño.
- Scheufele, Dietram (1999). Framing as a theory of media effects. *Journal of Communication*, 49, 103-122.
- Schudson, Michael et Anderson, Chris (2009). Objectivity, Professionalism, and Truth Seeking in Journalism. Dans K. Wahl-Jorgensen & T. Hanitzsch (Éds), *The Handbook of Journalism Studies*, 88-101. New York : Taylor & Francis.
- Serrano, Yeny (2006). Conflicto armado e información. Una reflexión sobre las reglas de conducta profesional periodística que dicta el Acuerdo por la Discreción. *Diversitas. Perspectivas en Psicología*, 2 (1), 105-123.
- Serrano, Yeny (2011). Le conflit armé en Colombie dans les journaux télévisés nationaux. *Mots. Les langages du politique*, 97, 117-134.
- Serrano, Yeny (2013a). Journalisme par temps de guerre civile. *Politiques de communication*, 1 (1), 151-180.
- Serrano, Yeny (2013b). The demobilization of two illegal armed groups: analysis of the coverage by national press. *Suma Psicologica*, 19 (2), 63-74.
- Serrano, Yeny (2014a). *Media ethics in wartime: the code for the coverage of the colombian armed conflict*. Ciudad Paz-ando, 7 (1), 164-177.
- Serrano, Yeny (2014b). *Negotiating peace during war: How the Colombian news media contribute to peace or war when covering the armed conflict and the peace talks*. Communication présentée au Media and Governance in Latin America. Exploring the role of communication for development, The University of Sheffield.
- Serrano, Yeny (2015a). *El papel de los medios colombianos en la construcción de la paz. Memoria e historia del conflicto armado*. Communication présentée au Media & Governance in Latin America Conference. Communication, Power and Society, Sheffield : The University of Sheffield.

-
- Serrano, Yeny (2015b). The strategic issues of journalistic lexicon when reporting on victims of the Colombia armed conflict. *Journal of Latin American Communication Research*, 5 (1), 64-86.
- Serrano, Yeny (2017a). Légitimation et délégitimation des pourparlers de paix en Colombie dans les journaux télévisés nationaux. *Cahiers des Imaginaires*, (13), 3-45.
- Serrano, Yeny (2017b). « Terroriste » ou « adversaire politique » ? Évolution de la désignation des adversaires du conflit armé en Colombie : un enjeu pour la construction de la paix. *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain. Cahiers du MIMMOC*, 18. [En ligne] mimmoc.revues.org.
- Shinar, Dov. (2004). Media Peace Discourse: Constraints, Concepts and Building Blocks. *Conflict & Communication Online*, 3 (1/2).
- Voirol, Olivier (2005). Les luttes pour la visibilité. *Réseaux*, 129-130 (1), 89-121.
- Ward, Stephen J. A. (2009). Journalism Ethics. Dans K. Wahl-Jorgensen & T. Hanitzsch (dir.), *The Handbook of Journalism Studies*, 295-308. New York : Taylor & Francis.
- Wolsfeld, Gadi (2004). *Media and the Path to Peace*. (S.l.) : Cambridge University Press.
- Wolton, Dominique (2009). *Informer n'est pas communiquer*. Paris : CNRS Éditions.